

Taille du texte:

Imprimez: 

3ns Des forces spéciales saoudiennes en Corse Une liste noire de ceux qui condamnent ou critiquent

Dette publique : Peut-on effacer l'ardoise ?

De [Olivier Bonfond](#) et [Nicolas Errante](#)
 Global Research, octobre 02, 2012
cadtm.org

Région : Europe
 Thème: Crise économique mondiale

La une

Grèce-Allemagne : qui doit à qui ?

Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales françaises

Le Pacte budgétaire européen

Une bombe dans les champs d'OGM

Des géants du médicament condamnés à 11 Mds de dollars pour leurs méfaits

Pourquoi Israël se réjouit tant des tensions entre le Canada et l'Iran...

Retour sur Ground Zero

Benoit XVI au Liban: rejet du fondamentalisme et appel à l'arrêt de l'envoi d'armes en Syrie

Tony Blair doit être jugé à la Haye pour

Tous les articles

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter*

entrez votre email ici

OK

Faire un don maintenant

Recherche

Liste des pays

Auteurs



Suivre Mondialisation.ca

Mondialisation.ca sur Twitter

Crise Malienne: Quel sort pour les réfugiés ?

Adresse introuvable



Qui plus, qui moins, aucun pays de la zone euro et même au-delà, n'échappe au casse-tête de la dette publique. Les réponses qui sont proposées peuvent être classées dans deux camps.

1°) Celui des tenants de l'austérité : les Etats doivent réduire leur train de vie, réduire les dépenses sociales et faire baisser les salaires pour améliorer la compétitivité externe et ainsi retrouver des marges pour rembourser leurs dettes. C'est la politique prônée par l'Europe, Allemagne en tête. Le problème de cette politique, c'est qu'elle fait baisser l'activité économique et aggrave le chômage. Elle réduit les rentrées fiscales et n'améliore en rien la solvabilité des Etats tout en provoquant une grave crise sociale.

2°) Celui des tenants de la relance : selon eux (dont nous syndiqués), l'austérité est sans issue. Il faut non pas asphyxier l'économie mais au contraire lui donner de l'oxygène, encourager l'activité économique pour relancer l'emploi, relancer la consommation intérieure en améliorant le pouvoir d'achat, retrouver des marges via une fiscalité plus équitable, investir dans les travaux publics et dans les énergies renouvelables, etc.

Et puis, il y a des outsiders qui, en plus de mesures fiscales, proposent de ne pas rembourser la dette publique, ou en tout cas pas toute la dette. Comment ? en faisant un audit complet de celle-ci afin de vérifier si elle est bien légale et légitime... Cette thèse défendue par certains économistes est développée dans un livre écrit par Olivier Bonfond, économiste et conseiller au CEPAG (Centre d'éducation populaire André Genot, proche de la FGTB wallonne).

Est-ce possible sans précipiter la chute des banques systémiques et de toute l'économie ; sans entraîner la faillite des États, la fin de l'euro, bref sans provoquer un cataclysme ? Nous avons posé la question à l'auteur.

Et si on arrêtrait de banquer ?

Dans l'introduction de votre livre, vous écrivez : « Nous sommes tous Grecs ». On ne peut pourtant pas comparer la Belgique à la Grèce : on n'est pas en banqueroute virtuelle, on emprunte à un bon taux et l'austérité n'a pas atteint le niveau dramatique de la Grèce...

Olivier Bonfond : c'est vrai que la Belgique est – à l'heure actuelle – dans une meilleure situation que la Grèce. Son système de prélèvement d'impôts et sa sécurité sociale sont plus efficaces ; l'épargne des Belges est beaucoup plus importante avec un patrimoine global de 2000 milliards d'euros et une épargne sur les livrets de plus de 200 milliards. Mais la direction qui est prise est la même pour tous les gouvernements européens : au nom du remboursement de la dette, ils imposent à leur population des plans d'austérité très durs. La Belgique a déjà mis en place deux plans d'austérité mais elle s'apprête à en mettre en place de nouveaux qui vont faire très mal. Afin de satisfaire les appétits des créanciers, tous les peuples européens voient leurs conditions de vie se dégrader fortement, et, à moins d'un changement radical d'orientation, ce n'est qu'un début. C'est en ce sens que nous sommes tous Grecs.

Aujourd'hui, avec son Pacte budgétaire et sa fameuse règle d'or, l'Union européenne veut instaurer une austérité à vie, en interdisant, sous peine de sanctions financières immédiates, tout déficit budgétaire supérieur à 0,5% au lieu de 3%. Cette orientation est suicidaire. Aucun pays n'y arrivera.

De plus, notre pays pourrait très rapidement se retrouver dans une situation très délicate : son secteur financier est loin d'être assaini. De nouveaux sauvetages bancaires sont à prévoir.

<http://t.co/MTLMvOgL> via @grtvnews about 1 hour ago from Tweet Button

Suivre @CRM_CRG

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



America's "War on Terrorism"
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



Globalization of Poverty and the New World Order
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation
by F. William Engdahl

Buy Now!



SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty
by Michel Chossudovsky

Buy Now!



The Global Economic Crisis
by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

Buy Now!

Boutique en ligne

FREE CLASSIFIEDS
www.olx.in
SAB KUCH BIKTA HAI
POST A FREE AD

Dexia est toujours en danger et l'État a apporté sa garantie pour 54 milliards, soit 15% de notre Produit intérieur brut (PIB) ! Si Dexia tombe, L'État belge ne pourra pas sortir cette somme...

Enfin, n'oublions pas que les principaux créanciers de la dette publique belge ne sont pas, comme on le croit généralement, les petits épargnants mais bien les grandes banques, les fonds de pension, les compagnies d'assurances et les fonds spéculatifs. Ils n'hésiteront pas une seconde à spéculer sur la dette belge s'ils y voient leur intérêt. On n'est donc pas protégés.

Vous proposez, avec d'autres économistes, de ne pas rembourser la dette.

Est-ce que c'est possible :

- 1°) sans compromettre la capacité future de financement de l'Etat (on voit bien que la simple dégradation de la notation et la hausse des taux qui s'ensuit posent problème) ?
- 2°) sans provoquer une catastrophe financière en précipitant la chute des banques dites « systémiques » ou trop grosses pour les lâcher (« too big to fail ») qu'il a fallu recapitaliser en 2008 ?

O.B. : Premièrement, il s'agit d'affirmer que le remboursement de la dette ne doit plus être une question tabou. Il n'est pas normal qu'on puisse attaquer tous les acquis sociaux pour économiser quelques centaines de millions d'euros, tandis que le remboursement de la dette ne peut en aucune façon être remis en cause. D'autant plus que ses créanciers sont les principaux responsables du désastre économique-financier en cours. Ensuite, l'idée n'est pas d'annuler la dette de manière arbitraire. Il s'agit de ne pas rembourser les dettes qui seront considérées comme illégales ou illégitimes.

Ce n'est donc que d'une partie qu'il s'agit ? Mais qui décide de l'illégalité ou de l'illégitimité de cette partie de dette ?

O.B. : Pour cela, il faut faire un audit complet de la dette, c'est à dire analyser de manière rigoureuse et approfondie les origines et les causes de l'endettement public. S'il s'avère que la légalité n'a pas été respectée comme c'est par exemple le cas avec les produits toxiques vendus aux pouvoirs locaux, cette dette devra être considérée comme nulle.

De la même manière, une dette qui n'a pas été contractée dans l'intérêt général mais qui a systématiquement favorisé une classe privilégiée devrait être considérée comme illégitime et ne devrait donc pas être remboursée. Par exemple, les politiques fiscales de ces 20 dernières années ont systématiquement favorisé les grosses fortunes et les grandes entreprises privées, ce qui a provoqué une diminution importante des recettes publiques, et donc une obligation de s'endetter. On peut donc se demander si la dette qui provient de cette politique fiscale socialement injuste est légitime ou non. Ce sera à l'audit de le déterminer et au peuple d'en décider.

Mais ces politiques fiscales – disons « injustes », elles ont quand même été votées par des élus du peuple.

O.B. : Cela n'empêche pas qu'on puisse les remettre en question. Les dirigeants politiques n'ont pas reçu le mandat de faire tout et n'importe quoi. Ils sont censés représenter les intérêts des citoyens. Les élus n'ont pas été mis au pouvoir en annonçant qu'ils appliqueraient des politiques socialement et fiscalement injustes. Ils ont été élus sur la base d'un programme. Si il est avéré qu'ils n'ont pas respecté leurs engagements, alors la dette qui sera liée à ces politiques injustes pourra être considérée comme illégitime.

Et sans provoquer une catastrophe financière... ?

O.B. : Mais nous sommes déjà en pleine catastrophe financière. Une chose est sûre : la soumission aux marchés financiers, cela ne marche pas. Il y a effectivement un risque que les marchés refusent de prêter encore à la Belgique. Mais la Belgique a les capacités de se passer des marchés financiers, notamment via des mesures fiscales. Pour rappel, la FGTB a démontré qu'il était possible de trouver annuellement plus de 30 milliards d'euros de recettes publiques supplémentaires en prenant l'argent là où il est et sans s'attaquer aux droits sociaux.

Par ailleurs, de nombreux exemples ont prouvé que, loin de provoquer une catastrophe, la fermeté à l'égard des créanciers peut donner des résultats positifs. L'Islande est le seul pays européen à avoir décidé de ne pas rembourser toute sa dette. C'est également le cas pour l'Argentine en 2001 ou encore l'Équateur en 2008... sans faire de « copier-coller », ces expériences devraient constituer une source d'inspiration pour tous les gouvernements de l'Union européenne.

Si on veut réellement empêcher le système de s'écrouler, plutôt que de recapitaliser bêtement les banques en les laissant continuer à spéculer à leur guise, il faut réguler de manière très stricte le secteur financier et en reprendre largement le contrôle. Il faut que le secteur financier redevienne un instrument au service de l'économie et pas un parasite surpuissant qui pompe toute la richesse produite par les travailleurs.

« Et si on arrêtait de payer ? 10 questions/10 réponses sur la dette publique belge et les alternatives à l'austérité » par Olivier Bonfond, Ed. Aden/CADTM/CEPAG.

Cet ouvrage peut être commandé pour 12 € soit chez Aden : <http://www.aden.be/index.php?aden=e...>, soit au CADTM.

Cette interview est parue dans le magazine « Syndicats » de la FGTB (septembre 2012 / n°15)



Articles de :

Olivier Bonfond et Nicolas Errante

Sur le même sujet:

Mobilisons-nous et protestons contre Bush, Harper et Calderón lors de leur rencontre du PSP à Montebello (Québec)

En août prochain, George Bush, Stephen Harper et Felipe Calderón seront à 90 minutes de Montréal, à Montebello, Qc! Mobilisons-nous et protestons contre Bush, Harper et Calderón lors de leur rencontre du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP).

19 21 AOÛT 2007 MONTEBELLO, QUÉBEC (Entre Ottawa et Montréal):

Il y aura une journée d'action contre le PSP, le LUNDI 20 AOÛT, À 15H00, au Château Montebello (ou aussi près que possible de Montebello)....

Tripoli : le Réseau Voltaire s'inquiète des menaces de mort qui pèsent sur Mahdi Darius Nazemroaya et Thierry Meyssan

Tripoli : le Réseau Voltaire s'inquiète des menaces de mort qui pèsent sur Mahdi Darius Nazemroaya et Thierry Meyssan

Réseau Voltaire, lundi 22 août 2011, 13h20 GMT – Le Réseau Voltaire s'inquiète des menaces qui pèsent sur deux de ses collaborateurs à Tripoli....

Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental (première partie)

Cet article est la première partie de trois articles: Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental, Les pétromonarchies arabes face à un triple péril démographique, militaire et domestique

L'angloshère Wasp (white anglo saxon protestant) ne constitue plus le centre de l'Amérique, pas plus que les Etats-Unis ne constituent désormais le centre de l'Occident, ni l'Occident, le centre du monde

Paris, 6 novembre 2008 – Le G-20, le groupement des vingt premières puissances économiques du monde, se tient le 15 Novembre à New York afin de tenter de remédier au dérèglement du système bancaire occidental, dans une démarche qui signe la cooptation forcée des pays extra-occidentaux dans la prescription d'un nouvel ordre financier international....

L'occupation et la fermeture de Rafah empêchent le centre de la paix de participer à une rencontre sur la non violence

L'occupation et la fermeture de passage de Rafah au sud de la Bande de Gaza par les forces de l'occupation israélienne empêchent le centre de la paix de l'université Al-Aqsa de Gaza de participer à une rencontre internationale sur la non violence qui déroulera à Amman en Jordanie du 28 octobre au 5 novembre 2006....

Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental (première partie)

Cet article est la première partie de trois articles: Golfe arabo-persique: Bouc émissaire idéal de la faillite du système financier occidental, Les pétromonarchies arabes face à un triple péril démographique, militaire et domestique

L'angloshère Wasp (white anglo saxon protestant) ne constitue plus le centre de l'Amérique, pas plus que les Etats-Unis ne constituent désormais le centre de l'Occident, ni l'Occident, le centre du monde

Paris, 6 novembre 2008 – Le G-20, le groupement des vingt premières puissances économiques du monde, se tient le 15 Novembre à New York afin de tenter de remédier au dérèglement du système bancaire occidental, dans une démarche qui signe la cooptation forcée des pays extra-occidentaux dans la prescription d'un nouvel ordre financier international....

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Olivier Bonfond et Nicolas Errante, cadtm.org, 2012

English Français
Español Italiano
Deutsch Português
srpski العربية

Actualités

Liste des pays

Auteurs

Thèmes

Crimes contre l'humanité
Loi et Justice
Histoire, société et culture
11 sept. Guerre au terrorisme
Désinformation médiatique
Politique et religion
Science et médecine
Nations Unies
Droits des femmes

Régions Géographiques

États-Unis
Canada
Moyen Orient
Amérique latine & Caraïbe
Europe
Afrique subsaharienne
Russie et CEI